



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Etats-Unis

L'administration Trump rappelle 15 ambassadeurs en Afrique

L'administration du président américain Donald Trump a engagé un vaste remaniement de son appareil diplomatique, marqué par le rappel anticipé de près de 30 ...

• (Page 08)

Nigeria

Heirs Energy obtient 750 millions \$ d'Afreximbank pour doper sa production de pétrole

Le financement de 750 millions USD obtenu par Heirs Energy illustre la montée en puissance des producteurs ...

• (Page 08)

40ème Grande quinzaine commerciale de Lomé

• (Page 03)

Vitrine de l'économie nationale



Filière café

• (Page 04)

Le CCFFC soutient les producteurs avec 500 tonnes d'engrais spécifiques



REMTP 2026

Lomé accueille la 8^e édition des Rencontres du Marché des Titres Publics

UMOA-Titres annonce l'organisation de la 8^e édition des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP) ...

• (Page 02)

Chine / Afrique

Le Groupe Ecobank et Bank of China renforcent leur coopération financière

Lomé, Togo – 22 décembre 2025 – Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, a signé un protocole d'accord avec Bank ...

• (Pages 05)

1er Baromètre RSE au Bénin

Quel bilan pour les entreprises et quels secteurs brillent ?

Pour la première fois au Bénin, le Baromètre RSE 2025 a dressé un état des lieux détaillé des pratiques des entreprises, révélant avancées, lacunes et perspectives, ...

• (Page 06)

Afrique| De 2 à 4 ans pour la CAN

La deuxième mort de Issa HAYATOU

Décédé le 8 août 2024, Issa HAYATOU, l'homme qui a façonné le football africain moderne et fait de la CAN bisannuelle une véritable fête continentale, ...

• (Page 11)

CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

www.canalbox.tg

*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Coût de l'appel : 20 FCFA.

REMTP 2026

Lomé accueille la 8^e édition des Rencontres du Marché des Titres Publics

UMOA-Titres annonce l'organisation de la 8^e édition des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP) les 27 et 28 janvier 2026, à Lomé (Togo).



Placée sous le thème « Marché des titres publics : consolidation des acquis et stratégies d'adaptation aux défis émergents », cette édition réunira les principaux acteurs du marché régional des titres publics, notamment les Trésors nationaux, les investisseurs institutionnels et les spécialistes du secteur financier de l'UEMOA. Les échanges porteront sur le renforcement des fondamentaux du marché, l'adaptation aux évolutions régionales et internationales, ainsi que l'identification de leviers pour consolider un marché



plus transparent, résilient et attractif. Après la Côte d'Ivoire en 2025, l'accueil de cette 8^e édition par le Togo confirme le rôle de Lomé comme carrefour des réflexions stratégiques sur le financement des politiques publiques au sein de l'Union. Le programme des REMTP 2026 comprend des panels de haut niveau, des Conversations Pays, des sessions interactives « Sur le Grill », ainsi que la présentation du programme des émissions de titres publics pour l'année 2026.

Image du jour

DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE

L'ALCOOL ET LA ROUTE NE FONT PAS BON MÉNAGE

NOTRE VIE ET CELLE DES AUTRES SONT PRÉCIEUSES: NE CONDUISONS PAS APRÈS AVOIR BU

@PoliceNationaleTogolaise

117 - 1244

AUX DÉCIDEURS ...

Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

Le Togo en chiffres			
DEMOGRAPHIE			
	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

40ème Grande quinzaine commerciale de Lomé

Vitrine de l'économie nationale

A Lomé, alors que l'effervescence est perceptible depuis le 18 décembre sur le site d'Agbadahonou, c'est le mardi 23 décembre 2025 que la 40^e édition de la Grande Quinzaine Commerciale (GQC) a été officiellement lancée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). Cette édition commémorative se poursuit jusqu'au 4 janvier 2026, dans ce lieu devenu, au fil du temps, un espace incontournable des festivités de fin d'année.

À l'aube de ses 40 ans, la Grande Quinzaine Commerciale confirme, sa place de rendez-vous économique de référence, solidement ancré dans le quotidien commercial et social du Togo. Elle constitue un outil stratégique pour l'écoulement des marchandises, grâce à des offres promotionnelles attractives. Cette 40^e édition se démarque par plusieurs aménagements et innovations notables. L'espace d'exposition a été réorganisé afin d'améliorer le confort et la fluidité des déplacements. Le nombre de stands est passé de 150 à plus de 220, illustrant l'adhésion croissante des opérateurs économiques.

La mise en place d'un espace dédié au « Made in Togo » met en lumière la créativité et la capacité de production locale, tandis qu'une zone récréative réservée



aux enfants confère à l'événement une dimension plus familiale. Présente lors de l'ouverture officielle, la préfecture du Golfe, hôte habituel de la manifestation, a salué l'engagement des acteurs économiques et institutionnels. Son secrétaire général a rappelé que la Grande Quinzaine Commerciale s'impose comme un temps fort de la vie économique et sociale, contribuant à instaurer

un climat de convivialité et de cohésion durant les fêtes. Quarante ans après sa création, la GQC a largement dépassé le statut de foire saisonnière pour s'affirmer comme un pôle d'affaires, favorisant rencontres, visibilité et transactions économiques.

La GQC apparaît également comme un levier de promotion des PME, artisans et entrepreneurs

nationaux, en leur offrant une plateforme de visibilité exceptionnelle. Pour les autorités, elle symbolise la collaboration entre le public et le privé, tout en renforçant l'image du Togo comme un espace économique ouvert et attractif.

Cette édition des 40 ans a aussi permis de revisiter l'histoire de la Grande Quinzaine. L'un de ses initiateurs, Dr Kofi Idao John EGBETO, a retracé

le chemin parcouru par ce projet, né de l'initiative d'étudiants en sciences économiques et commerciales, avant de devenir un rendez-vous majeur du calendrier commercial. En reconnaissance de son engagement, la CCI-Togo lui a décerné un prix spécial.

Prenant la parole, le président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi Symenouh, a souligné

que la pérennité de la Grande Quinzaine reflète la fidélité des opérateurs économiques et l'adhésion du public. Il a insisté sur la volonté de faire de cette édition un tournant, avec une organisation plus inclusive et résolument orientée vers la valorisation de la production nationale.

La cérémonie a également été ponctuée par la remise de distinctions honorifiques à plusieurs acteurs. Le Prix d'Ancienneté exemplaire a été attribué à Mme Élisabeth Leguede, le Prix du meilleur stand culinaire à Mme Koumba Kafui Sodji, le Prix Fair Play d'excellence à Mme Adakou Emefa Ahite, tandis que le Prix de fidélité légendaire – Sponsor est revenu à Togo Oil Company (T-oil).

La cérémonie du lancement officiel s'est soldée par la coupure du ruban et la visite des stands des officiels et invités.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

Population en 2023 (FMI)

PIB/hab en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

9,1 M

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture

Industrie

Services

57%

23%

20%

Source : tresor.economie.gouv.fr

Filière café

Le CCFCC soutient les producteurs avec 500 tonnes d'engrais spécifiques

Dans le cadre de la mise en œuvre des Plans de développement des filières Café et Cacao (PDCC), le Comité de coordination pour les filières Café et Cacao (CCFCC) accompagne l'acquisition de 500 tonnes d'engrais spécifique café au profit des planteurs togolais.

● Joël Yanclo

Avec en ligne de mire l'amélioration durable des rendements et la compétitivité de la filière café au Togo, le renforcement de la productivité agricole demeure au cœur des priorités nationales pour la relance des filières d'exportation. C'est dans cette dynamique que le CCFCC a apporté son appui à la Fédération des Unions de sociétés coopératives de Producteurs de Café et de Cacao du Togo (FUPROCAT) pour l'acquisition de 500 tonnes d'engrais spécifique café, de type NPK 20-10-10. La remise officielle de ce stock s'est déroulée le 23 décembre 2025, au siège de l'Union Klotto Centre à Kpalimé, en présence de nombreux acteurs institutionnels et professionnels. Docteur Ayi K. Adden, Secrétaire administratif du CCFCC, représentant personnel du Secrétaire général, M. Enselme Gouthon, a procédé à la remise symbolique des engrais au Président de la FUPROCAT, M. Kao Tabade, représentant les caféiculteurs du Togo. La cérémonie a également enregistré la participation du Directeur régional de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources animales et de la Souveraineté alimentaire – Plateaux Ouest, du Directeur général de la société NUTRISOURCE, fournisseur



de l'engrais, ainsi que des présidents des 12 Unions de coopératives productrices de café et de cacao, du Conseil interprofessionnel des filières Café et Cacao, de l'ONG Avenir de l'Environnement et de nombreux producteurs.

Approche inclusive pour accroître les rendements

L'originalité de cette initiative réside dans son caractère inclusif et solidaire. Les engrais ne sont pas revendus à des fins commerciales, mais cédés aux producteurs au prix d'acquisition, soit 18 000 francs CFA le sac de 50 kg, livré directement dans les magasins des Unions situées dans toutes les préfectures de production de café et de cacao. La démarche illustre une mobilisation concertée des acteurs agricoles, du secteur privé et des pouvoirs publics autour d'une vision commune : promouvoir une agriculture productive, compétitive et respectueuse de l'environnement. L'utilisation d'un engrais spécifiquement adapté

aux caféiers vise à améliorer substantiellement les rendements des plantations, tout en contribuant à la durabilité des exploitations. Pour les producteurs, cet appui représente une réponse concrète aux difficultés d'accès aux intrants de qualité, souvent coûteux. En facilitant leur disponibilité à un prix maîtrisé, le CCFCC et la FUPROCAT renforcent la capacité des planteurs à optimiser leurs pratiques culturales et à accroître leurs revenus.

Relance durable des filières café et cacao

La mise en œuvre des Plans de développement des filières Café et Cacao, vise à moderniser les chaînes de valeur, à renforcer l'organisation des producteurs et à améliorer la qualité et la quantité des productions. Des dispositions particulières sont déjà annoncées pour la mise à disposition d'engrais spécifiques cacao à partir de 2026, traduisant la volonté des autorités et des partenaires de soutenir l'ensemble des acteurs des deux filières. Les producteurs de café, bénéficiaires de ce premier lot, ont exprimé leur entière satisfaction et se sont engagés à faire un usage optimal des intrants mis à leur disposition. À travers cet appui, le CCFCC confirme son rôle moteur dans la relance durable des filières café et cacao, contribuant ainsi à la souveraineté agricole, à la création de revenus en milieu rural et au rayonnement des produits agricoles togolais sur les marchés nationaux et internationaux.



Conseil des ministres du 24 décembre 2025

L'équipe gouvernementale s'est réunie ce vendredi 24 décembre en conseil des ministres à Lomé. Les travaux, conduits par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, ont été sanctionnés par deux projets de loi et deux décrets. Le conseil a également procédé à de nouvelles nominations.



Au titre des projets de loi

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi portant transfert des missions, du personnel et du patrimoine du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) à l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME).

Le texte s'inscrit dans la réforme R4 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui vise à instituer une dynamique de rationalisation et d'adaptation des mécanismes d'accompagnement de l'entrepreneuriat des jeunes, afin de les aligner sur les nouveaux outils et politiques publiques de promotion de l'emploi et de l'initiative privée. Cette évolution, qui remédie par ailleurs à la fragmentation observée du paysage institutionnel des structures d'appui aux jeunes entrepreneurs, va permettre de renforcer la synergie et la complémentarité des interventions étatiques dans ce domaine, en offrant davantage d'agilité à travers l'opérationnalisation d'un guichet unique dédié aux très petites, petites et moyennes entreprises et aux primo-entrepreneurs. Créée par le décret n°2022-084/PR du 07 juillet 2022, l'ADTPME est un guichet capable de structurer l'offre d'accompagnement entrepreneurial, de professionnaliser les acteurs de l'écosystème et d'assurer un suivi-évaluation cohérent des bénéficiaires.

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi relatif à la liberté d'association au Togo.

Le texte vise à actualiser le cadre juridique en vigueur, à renforcer la sécurité juridique des associations et à concilier l'exercice effectif de la liberté d'association avec les exigences d'ordre public, de sécurité, de transparence et de responsabilité. Il faut rappeler que la liberté d'association, droit fondamental reconnu par la Constitution togolaise, continuait, jusque-là, d'être régie par la loi du 1er juillet 1901 dont l'obsolescence des dispositions impose de procéder à une refonte du cadre juridique, notamment pour tenir compte du contexte institutionnel et des réalités contemporaines. Après son vote par la représentation nationale, la loi sur la liberté d'association au Togo pourra voir ses dispositions précises et complétées par des textes réglementaires afin d'en arrimer l'application à la pratique administrative.

Au titre des décrets

Le Conseil a adopté le décret portant approbation de la Politique nationale de la décentralisation pour la période 2025-2034.

Cette politique constitue un cadre straté-

gique de référence visant à consolider la gouvernance locale, à renforcer les capacités des collectivités territoriales et à approfondir le processus de décentralisation au service du développement local et de la participation citoyenne. La décentralisation s'est en effet imposée comme une réponse efficiente aux défis de développement et de démocratisation, devenant un levier essentiel pour le renforcement de la gouvernance locale. Au fil de la mise en œuvre de la feuille de route de la décentralisation, il est apparu nécessaire d'actualiser la politique nationale en la matière, conformément aux recommandations de la cinquième réunion du conseil national de la décentralisation tenue en novembre 2022. Le décret adopté par la Conseil des ministres vise à bâtir un cadre juridique, institutionnel et financier permettant aux collectivités territoriales de jouer leur rôle, à travers la promotion du développement local et d'une offre de services publics locaux adaptés aux attentes des populations.

Le Conseil a adopté le décret portant modalités d'application de l'ordonnance fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil économique, social et environnemental.

Ce décret vise à définir de manière opérationnelle l'organisation interne du Conseil économique, social et environnemental, ainsi que la répartition par secteur de ses membres et les procédures de leur désignation. Il permet d'opérationnaliser le cadre juridique de l'institution afin de lui permettre de remplir pleinement sa mission consultative pour éclairer les choix publics dans ses domaines d'intervention.

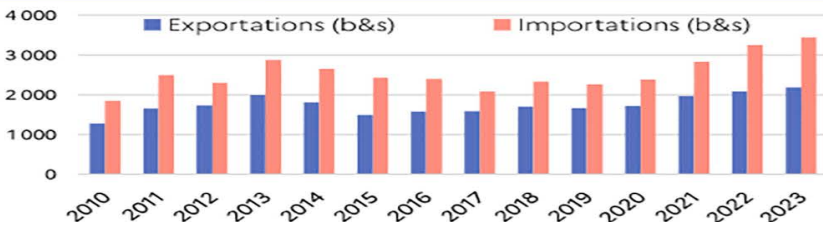
Au titre des nominations

Le conseil des ministres a procédé à des nominations au titre du ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique et du ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières. Au ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique : Monsieur NABEDE Pyabalo est nommé directeur de cabinet du ministre. Au ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières : Monsieur ALASANI Fousséni est nommé directeur de cabinet du ministre délégué.

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr



Le Groupe Ecobank et Bank of China renforcent leur coopération financière entre la Chine et l'Afrique

Lomé, Togo – 22 décembre 2025 – Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, a signé un protocole d'accord avec Bank of China (Mauritius) Limited en vue d'approfondir leur coopération dans les domaines du commerce, des paiements et des services financiers soutenant les échanges économiques entre la Chine et l'Afrique.

Ce protocole d'accord s'inscrit dans la continuité d'un partenariat établi en 2010 et fait suite à un regain d'engagement plus tôt cette année, notamment une récente visite de la direction du Groupe Ecobank au siège de Bank of China. Les deux institutions ont convenu de consolider leur relation de longue date et de travailler à la mise en œuvre de résultats concrets au bénéfice de leurs clients respectifs, à travers leurs réseaux.

Dans le cadre de ce protocole d'accord, le Groupe Ecobank et Bank of China (Mauritius) étudieront les opportunités de collaboration renforcée, en cohérence avec les objectifs du Forum sur la coopération sino-africaine, afin de soutenir le financement du commerce et les règlements transfrontaliers. À ce titre, les deux partenaires mettront à profit leurs expertises respectives pour accompagner leurs clients avec des solutions en Renminbi (RMB), offrant ainsi aux entreprises africaines, aux sociétés chinoises et aux acteurs du commerce transfrontalier des options de règlement et de financement plus efficaces.

Le Groupe Ecobank et Bank of China (Mauritius) partageront également leurs connaissances et leur expertise technique en matière d'opérations bancaires et d'évolution du secteur financier, afin de soutenir une croissance économique et commerciale durable. Les deux parties examineront en outre les opportunités de structuration conjointe de prêts syndiqués et d'autres solutions de financement pour des projets impliquant des acteurs chinois sur les marchés africains.

Jeremy Awori, Directeur général du Groupe Ecobank, a indiqué que cette signature reflète l'importance croissante des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique, ainsi que la nécessité de disposer d'infrastructures financières fiables pour les accompagner.

« Les relations économiques entre la Chine et



***l'Afrique ne cessent de se renforcer, et nos clients des deux côtés s'appuient sur des solutions financières efficaces et transparentes**», a-t-il déclaré. « Ce partenariat renouvelé avec Bank of China contribuera à générer des résultats concrets en matière de financement du commerce, de paiements et de solutions en renminbi. Nous nous réjouissons d'intégrer cette coopération à l'ensemble de notre réseau afin de mieux servir nos clients et de renforcer le corridor économique Chine-Afrique. »*

Cette signature s'inscrit dans la stratégie globale du Groupe Ecobank, aux côtés d'autres partenariats récents, visant à renforcer les corridors de paiements et de commerce entre l'Asie et l'Afrique. L'objectif est de développer des partenariats favorisant l'intégration financière et le développement économique à travers le continent.

À propos du Groupe Ecobank (ou 'Ecobank Transnational Incorporated' ou 'ETI')

Le Groupe Ecobank est le principal groupe de services financiers panafricain privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine, sa plateforme panafricaine unique offre un point d'entrée unique pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et l'investissement. Le Groupe emploie plus de 14 000 collaborateurs et propose des produits, services et solutions de banque de détail, commerciale, corporate et d'investissement, à travers de multiples canaux, y compris digitaux, à plus de 32 millions de clients. Pour plus d'informations, veuillez consulter ecobank.com.

– FIN –



1er Baromètre RSE au Bénin

Quel bilan pour les entreprises et quels secteurs brillent ?

Pour la première fois au Bénin, le Baromètre RSE 2025 a dressé un état des lieux détaillé des pratiques des entreprises, révélant avancées, lacunes et perspectives, tout en ouvrant un dialogue sur gouvernance, leadership féminin et intégration des ODD.



● Loukman Lanignan, président du Cabinet Lanignan

Le 19 décembre 2025, Loukman Lanignan, président du Cabinet Lanignan, et son équipe ont présenté en avant-première les résultats du Baromètre RSE Bénin 2025. Trente entreprises ont participé à cette première édition, réunissant plus de soixante structures, quatre ministères, cinq institutions des Nations unies, cinq organisations de solidarité internationale, cinq faitières professionnelles et le président du Conseil économique et social, sous le parrainage du ministère du Développement.

Cette rencontre a permis de mesurer la maturité des entreprises béninoises en matière de responsabilité sociale et environnementale, tout en suscitant des échanges stratégiques sur les pratiques durables. Loukman Lanignan, initiateur du Baromètre, a introduit la soirée en rappelant que la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) consiste à concilier profit, impact social et respect de l'environnement. Pour illustrer cette démarche, il a présenté la pyramide RSE d'Archicardol, inspirée de la célèbre pyramide de Maslow, qui distingue quatre niveaux : la responsabilité économique, légale, éthique et philanthropique. La RSE n'est pas uniquement un outil de communication : c'est un levier stratégique permettant aux entreprises d'anticiper les risques et de structurer durablement leur activité.

La méthodologie adoptée pour ce baromètre s'est appuyée sur des référentiels internationaux, dont le GRI, la CCRD et la norme ISO 26000. Ces standards garantissent la rigueur du rapport et permettent d'évaluer la conformité, la sincérité et l'intégration des entreprises aux Objectifs de

développement durable et à l'agenda 2030. Sur les trente entreprises participantes, le secteur bancaire et des assurances est le mieux représenté, illustrant son rôle moteur dans le développement de la RSE au Bénin. Cependant, seules 3,8% des entreprises ont publié publiquement leur rapport RSE, soulignant le chemin restant à parcourir pour améliorer la transparence et la documentation des engagements. Par ailleurs, les principaux enseignements du baromètre montrent que la RSE est désormais bien identifiée par la majorité des entreprises, mais demeure majoritairement perçue comme une démarche ponctuelle, rattachée aux départements communication et marketing. Les piliers les plus investis sont la gouvernance, la stratégie et le social, tandis que l'environnement et les achats responsables restent encore sous-exploités, notamment pour les prestataires de sécurité et d'entretien.

L'étude a également révélé que la documentation et la traçabilité des actions RSE restent insuffisantes, ce qui renforce la nécessité de renforcer les obligations et les recommandations pour structurer durablement cette fonction. Au-delà de la présentation des résultats, la soirée a été l'occasion d'échanges approfondis sur des thèmes essentiels dont le rôle du leadership féminin dans la structuration de la RSE, l'importance de la gouvernance pour renforcer les initiatives durables, l'intégration des ODD dans la stratégie des entreprises, la transparence et les normes de reporting extra-financier, ainsi que la nécessité de documenter et publier ses engagements. Ces discussions ont permis de partager bonnes pratiques et pistes d'amélioration, tout en plaçant la RSE au cœur de la stratégie d'entreprise.

Le Baromètre RSE 2025 a également dévoilé le palmarès des entreprises, mettant en lumière celles qui se sont distinguées par leur investissement dans la gouvernance et le social. Cette reconnaissance illustre non seulement l'émergence d'une culture RSE structurée au Bénin, mais souligne aussi que le véritable défi consiste à transformer des initiatives ponctuelles en pratiques durables et intégrées à la stratégie globale de l'entreprise. Enfin, Loukman Lanignan a insisté sur la pérennité du Baromètre, qui sera désormais organisé chaque année, et a présenté les perspectives pour 2026. Il a souligné l'importance de renforcer la place de la RSE au sein de la stratégie des entreprises, d'encourager la publication régulière des rapports, d'élargir la participation à d'autres secteurs et de promouvoir une approche plus intégrée et transparente. Selon lui, « le succès de la RSE au Bénin dépendra de la capacité des entreprises à aller au-delà de la simple communication et à inscrire durablement ces pratiques dans leur gouvernance et leur stratégie globale, contribuant ainsi à un développement économique inclusif et soutenable ». Cette première édition du Baromètre RSE Bénin constitue un jalon historique pour le pays. Elle offre non seulement un état des lieux rigoureux des pratiques actuelles, mais également un cadre d'échanges et de recommandations pour renforcer l'engagement des entreprises et favoriser l'intégration durable des enjeux sociaux, environnementaux et économiques dans la stratégie nationale des entreprises.

Avec cadreco

Clôture de la BRVM

Un marché contrasté entre hausses marquées et replis notables

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a terminé la séance du 23 décembre 2025 sur une note mitigée, marquée par de fortes progressions dans certains titres et des replis significatifs dans d'autres.

Le marché a vu plusieurs valeurs s'illustrer par des performances remarquables : CABC : +7,50% à 2 365 FCFA, STAC : +7,36% à 1 240 FCFA, SIVC : +7,25% à 1 775 FCFA, BOAN : +5,77% à 2 750 FCFA, NEIC : +4,76% à 990 FCFA. Ces progressions traduisent un regain d'intérêt des investisseurs pour des titres jugés solides, notamment dans les secteurs bancaire et industriel.

À l'inverse, plusieurs valeurs ont subi des pressions baissières : SHEC : -6,74% à 1 315 FCFA, SPHC : -5,66% à 7 000 FCFA, CIEC : -4,09% à 2 345 FCFA, CFAC : -3,45% à 1 400 FCFA, SCRC : -3,14% à 1 080 FCFA. Ces replis témoignent d'un désengagement des investis-



seurs, probablement lié à des prises de bénéfices ou à des incertitudes sectorielles. La séance du jour à la BRVM s'est soldée par une valeur totale des transactions de 1 692 694 451 FCFA, confirmant une activité soutenue sur le marché. La capitalisation des actions s'établit à 13 092 659 947 876 FCFA, tandis que celle des obligations atteint 11 405 425 419 720 FCFA, des chiffres qui témoignent de la profondeur et de la solidité du marché régional, mal-

gré une tendance légèrement baissière des indices. Du côté des indices, la BRVM-C recule à 339,58 points (-0,35%), le BRVM-30 s'affiche à 162,89 points (-0,46%), et le BRVM-PRES termine à 139,52 points (-0,14%). Cette baisse généralisée traduit un climat de prudence, les investisseurs arbitrant entre opportunités de croissance et risques de correction dans un contexte marqué par la volatilité.

Moussa Traoré

Sommet AES 2

Ouverture solennelle de la 2^e session du Collège des Chefs d'État de l'AES

Le Centre international de Conférence de Bamako (CICB) a accueilli, ce mardi 23 décembre 2025, la cérémonie d'ouverture de la deuxième session du Collège des Chefs d'État de la Confédération des États du Sahel (AES). L'événement a été placé sous la présidence du Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali, qui assure également la présidence de la Confédération.

Dès l'ouverture du sommet avec l'intonation des hymnes, les dirigeants ont commencé à prendre la parole. Dans son intervention, le Capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, a salué la mobilisation des peuples sahéliens face aux menaces extérieures. Il a exhorté à la vigilance et à la solidarité pour préserver les acquis de l'indépendance et de la souveraineté. Le dirigeant burkinabè a néanmoins mis en garde contre les risques d'un « hiver noir », une image forte pour désigner les tentatives de déstabilisation visant l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Le Général Abdourahmane Tiani, Président de la République du Niger, est revenu sur la création de la Confédération le 6 juillet 2024 à

Niamey, qu'il a qualifiée de tournant décisif pour les peuples sahéliens. Il a mis en avant les progrès réalisés sous la présidence malienne, notamment la mise en place de la Force unifiée, la coordination diplomatique confédérale et la création de la Banque d'investissement de la Confédération. Dans son discours d'ouverture, le Président Assimi Goïta a dressé un bilan structuré autour de trois axes majeurs : Défense et sécurité, Diplomatie et Développement. Il a souligné la montée en puissance de la Force unifiée de l'AES, la reconnaissance internationale croissante de la Confédération, ainsi que le lancement de projets structurants. Parmi ceux-ci figurent : la Banque confédérale d'investissement, la Centrale d'achat

confédérale en cours de réalisation, l'inauguration de la Télévision AES, nouvel outil de souveraineté informationnelle. Le Chef de l'État malien a également évoqué des projets d'infrastructures intégrées, tels qu'une compagnie aérienne régionale, une autoroute transsahélienne et un chemin de fer interconfédéral, destinés à renforcer la connectivité et l'intégration économique de l'espace sahélien. En clôturant son allocution, le Président de la Confédération a réaffirmé la détermination des trois pays membres Mali, Niger et Burkina Faso à poursuivre la construction d'un espace souverain, solidaire et prospère, fondé sur la coopération et la résilience des peuples du Sahel.

Souleymane Coulibaly





BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 24 décembre 2025

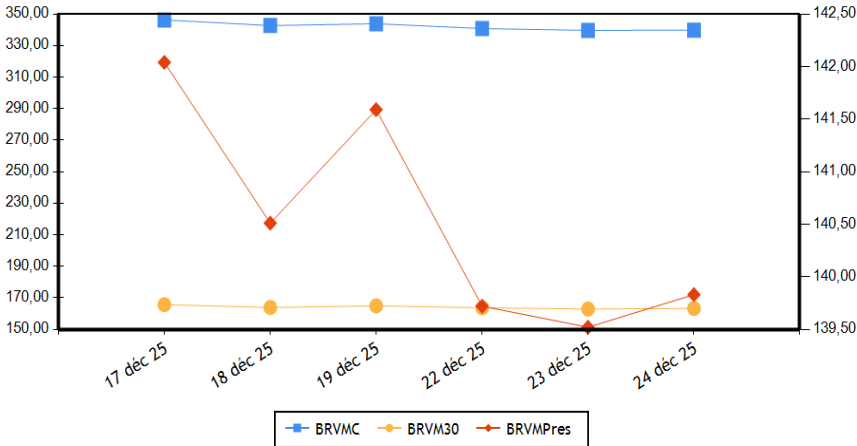
N° 245

BRVM COMPOSITE	339,75
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	23,09 %

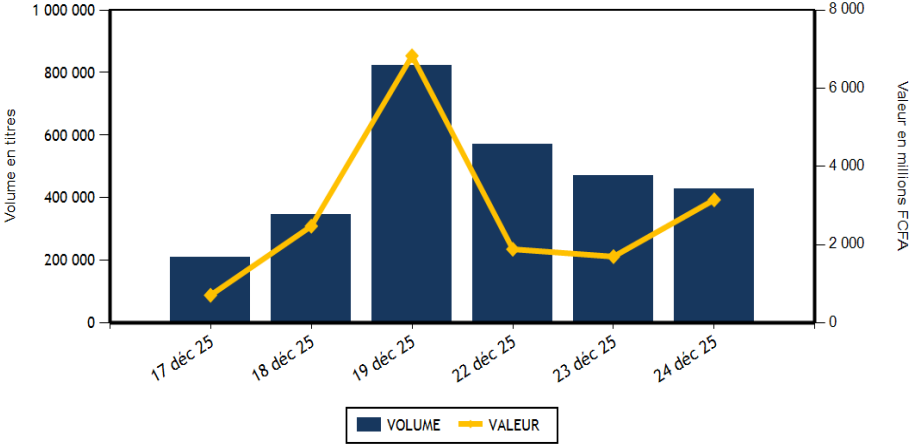
BRVM 30	163,24
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	17,66 %

BRVM PRESTIGE	139,83
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	21,76 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 099 269 925 001	0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	167 513	-57,29 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	556 940 562	-40,93 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	18	5,88 %
Nombre de titres en baisse	19	-9,52 %
Nombre de titres inchangés	8	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 411 697 759 258	0,05 %
Volume échangé	259 360	236,69 %
Valeur transigée (FCFA)	2 588 869 038	245,29 %
Nombre de titres transigés	8	33,33 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 330	7,26 %	195,56 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	4 200	5,13 %	-11,21 %
SAPH CI (SPHC)	7 345	4,93 %	77,42 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 445	3,21 %	140,83 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 110	2,78 %	43,23 %

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 545	-7,45 %	-1,17 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 805	-3,55 %	25,37 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	11 000	-3,51 %	55,15 %
SOLIBRA CI (SLBC)	28 010	-2,74 %	116,29 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	4 175	-2,68 %	120,90 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	139,83	0,22 %	21,76 %	8 175	123 659 325	10,64
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	215,48	-0,11 %	56,02 %	159 338	433 281 237	13,84

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	255,18	-0,73 %	117,43 %	30 958	66 824 915	11,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	717,45	0,05 %	-6,09 %	31 360	146 675 875	9,93
BRVM - FINANCES	16	145,00	-0,14 %	42,51 %	75 504	216 592 332	9,30
BRVM - TRANSPORT	1	354,92	1,04 %	8,02 %	1 671	2 402 685	3,75
BRVM - AGRICULTURE	5	330,24	1,58 %	67,57 %	15 415	97 630 870	10,70
BRVM - DISTRIBUTION	7	492,94	1,37 %	47,02 %	9 466	15 398 265	50,52
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	657,38	5,50 %	1,22 %	3 139	11 415 620	9,65

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,58	0,11 %	-6,42 %	3 962	82 339 800	9,82
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	172,35	2,68 %	72,35 %	15 671	29 561 255	63,14
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	142,51	-0,13 %	42,51 %	75 504	216 592 332	9,30
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	212,61	-0,25 %	112,61 %	16 208	111 888 920	11,35
BRVM - INDUSTRIELS	6	131,67	1,08 %	31,67 %	25 266	45 591 040	8,27
BRVM - ENERGIE	4	109,64	0,50 %	9,64 %	3 504	6 631 140	13,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,71	-1,62 %	3,71 %	27 398	64 336 075	9,10

Etats-Unis

L'administration Trump rappelle 15 ambassadeurs en Afrique

L'administration du président américain Donald Trump a engagé un vaste réaménagement de son appareil diplomatique, marqué par le rappel anticipé de près de 30 ambassadeurs en poste à travers le monde, dont 15 en Afrique. Une démarche inhabituelle qui concerne majoritairement des diplomates de carrière nommés sous la précédente administration de Joe Biden.

Selon des informations concordantes rapportées par la presse américaine, plusieurs chefs de mission ont été informés par téléphone de la fin prochaine de leur mandat, avec un départ exigé d'ici la mi-janvier 2026. En Afrique, les pays concernés sont l'Algérie, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, Madagascar, l'île Maurice, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Somalie et l'Ouganda. Si les changements d'ambassadeurs sont courants lors des alternances politiques à Washington, cette vague de rappels ciblant des diplomates de carrière est jugée inhabituelle. La pratique veut en effet que ces derniers restent en poste jusqu'à l'arrivée de leur successeur. L'Association américaine du corps diplomatique (AFSA) a dénoncé une décision « sans explication », estimant qu'elle « sape la crédibilité des États-Unis à l'étranger » et envoie un « signal inquiétant » au corps diplomatique



professionnel.

Le programme « America First »

Interrogé par l'AFP, le département d'État américain n'a pas confirmé la liste des pays concernés, tout en évoquant un « processus standard ». Un haut responsable a toutefois rappelé qu'un ambassadeur est un « représentant personnel du président », lequel est en droit de s'assurer que ses diplomates portent le programme « America First ». Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump, avec son secrétaire d'État Marco Rubio (photo), a engagé une refonte en profondeur de la diplomatie américaine.

Celle-ci s'est traduite par le renvoi de centaines de fonctionnaires, la réorganisation des priorités du département d'État et la suppression de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). En parallèle, Washington multiplie les nominations de diplomates jugés proches de l'administration actuelle. Pour l'Afrique, cette recomposition diplomatique intervient dans un contexte déjà marqué par un recentrage de l'engagement américain, notamment sur les questions migratoires, sécuritaires et de concurrence stratégique avec d'autres puissances étrangères sur le continent.

Avec Agence Ecofin

Revente de cadeaux

Près de 900 000 annonces publiées en France après Noël

Au lendemain du réveillon et de l'ouverture des cadeaux, près de 900 000 annonces de revente ont été mises en ligne en France, un niveau inédit selon les plateformes de seconde main. Les sites eBay et Rakuten constatent une nette accélération du phénomène par rapport à l'an dernier.

La revente de cadeaux de Noël atteint un nouveau record. Dès le 25 décembre, près de 900 000 annonces ont été publiées sur les plateformes de seconde main en France, selon des chiffres communiqués par eBay et Rakuten. Un volume en forte hausse par rapport à l'année précédente, confirmant l'ancrage de cette pratique dans les habitudes de consommation. « eBay observe déjà 500 000 nouvelles annonces en ligne le 25 décembre et prévoit une augmentation du nombre d'annonces de 400 % par rapport à la moyenne dans les jours suivant Noël », indique la plateforme dans un communiqué. À titre de comparaison, 340 000 annonces avaient été enregistrées à la même date en 2024.

Jusqu'à 300 euros de gains

De son côté, Rakuten France fait état de « 390 000 an-



nonces déposées par des vendeurs particuliers depuis hier soir », selon des chiffres arrêtés à 11 h 30, soit une hausse de 2 % par rapport à l'an dernier à la même heure. La plateforme anticipe « de dépasser le million d'annonces mises en ligne dans les jours à venir ». Pour les deux acteurs, la revente post-Noël n'est plus marginale mais structurelle. Selon le dernier baromètre d'eBay réalisé avec Kantar, près de 20 millions de Français ont déjà revendu des cadeaux en 2025, soit 1,6 million de plus qu'un an plus tôt. Les biens

concernés restent largement les mêmes d'une année sur l'autre. Selon Rakuten, les reventes portent principalement sur les produits culturels — livres, jeux vidéo, musique ou DVD —, les produits high-tech, en particulier les smartphones, ainsi que les jouets. « En moyenne, les Français qui ont revendu leurs cadeaux reçus à Noël 2024 déclarent avoir récupéré près de 100 euros », souligne Rakuten. « Ce montant peut même dépasser les 300 euros pour certains », ajoute la plateforme.

(Avec AFP)

Nigeria

Heirs Energy obtient 750 millions \$ d'Afreximbank pour doper sa production de pétrole

Le financement de 750 millions USD obtenu par Heirs Energy illustre la montée en puissance des producteurs nigériens dans un secteur longtemps dominé par les majors internationales, dans un contexte de cessions d'actifs et de quête de souveraineté énergétique.

● Nicole Esso

Heirs Energy, société pétrolière et gazière nigérienne contrôlée par le banquier Tony Elumelu (photo, à gauche), a obtenu une facilité de financement de 750 millions USD auprès d'Afreximbank afin d'accélérer la montée en puissance de ses activités amont. Signé à Abuja le 20 décembre, l'accord repose sur un schéma de financement indexé sur les réserves, d'une maturité de cinq ans, et combine le refinancement de la dette existante avec de nouveaux apports de capitaux destinés à soutenir l'expansion de la production. L'accord intervient après une phase de désendettement progressive pour Heirs. Lors de l'acquisition en 2021 de la licence OML 17 auprès de Shell, Total et Eni, Heirs Energy avait levé environ 1,1 milliard USD, dont l'essentiel a été remboursé après près de quatre ans d'exploitation. Le nouveau financement permet d'optimiser la structure bilancielle du groupe tout en libérant des marges d'investissement supplémentaires. Tony Elumelu a présenté cette opération comme un signal de confiance d'institutions africaines envers des entreprises africaines, soulignant le rôle structurant d'Afreximbank dans le financement de projets de grande taille portés par des acteurs locaux. « Cette transaction témoigne d'une grande confiance envers les entreprises et les institutions africaines [...] Afreximbank



se distingue comme l'institution financière la plus influente et la plus motrice du continent, ayant constamment démontré sa capacité et son audace à soutenir des entreprises africaines à grande échelle. La Banque joue un rôle déterminant dans la croissance de Heirs Energy, en soutenant son ambition de bâtir un champion de l'énergie résilient et détenu par des Africains », a déclaré Tony Elumelu. Sur le plan opérationnel, Heirs Energy produit actuellement plus de 50 000 barils de pétrole par jour et environ 120 millions de mètres cubes de gaz. L'objectif affiché est de porter ces niveaux respectivement à environ 100 000 barils par jour et 250 millions de mètres cubes, ce qui impliquerait un quasi doublement de la production à moyen terme. Cette trajectoire repose sur l'optimisation des champs existants, sans annonce de nouveaux forages majeurs pour l'instant, et sur une meilleure valorisation du gaz associé. Pour Afreximbank, cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large de soutien

au secteur énergétique africain. Son président, George Elombi (photo, à droite), a rappelé que la stabilité énergétique conditionne l'équilibre macroéconomique de nombreux pays du continent et a indiqué que d'autres interventions de plusieurs milliards de dollars étaient en préparation. Il a insisté sur la vocation de long terme de la Banque, détenue par des intérêts africains, à accompagner le secteur dans les phases favorables comme dans les périodes de tension. Cette opération illustre enfin la montée en puissance des entreprises pétrolières nigériennes dans un contexte de retrait progressif des majors internationales des actifs onshore et peu profonds. Heirs Energy s'inscrit dans cette dynamique aux côtés d'acteurs comme Seplat ou Renaissance Africa Energy, qui reprennent des champs cédés par les multinationales du secteur. Selon les régulateurs nigériens, les compagnies locales assurent désormais entre 50 % et 60 % de la production nationale, contre environ 40 % il y a quelques années.

Électroménager

L'espoir d'un sauveur pour Brandt renaît à Orléans

L'homme d'affaires Stephan Français, patron de Thomson Computing, se dit intéressé par une reprise de Brandt et prévoit de sauver 150 emplois sur le site d'Orléans.

L'homme d'affaires Stephan Français, patron de Thomson Computing, a présenté mercredi 24 décembre à Orléans, lors d'une conférence de presse, un projet de reprise du site d'Orléans du groupe d'électroménager Brandt, en liquidation judiciaire. Il prévoit d'embaucher 150 salariés, contre 350 aujourd'hui dans cette usine de l'ex-fleuron industriel français afin de continuer une partie de la production d'électroménager et d'y ajouter celle de produits électroniques.



« Un industriel français, familier de ce groupe de marques, disposant d'une solide expérience nationale et internationale, porte un projet de reprise visant à la réindustrialisation du site de Brandt à Orléans, à la préservation des marques du groupe et au réemploi de salariés sur le site », indique ainsi un communiqué

d'Orléans Métropole publié mardi 23 décembre au soir.

En liquidation judiciaire depuis le 11 décembre

Le 11 décembre, la justice a prononcé la liquidation de Brandt, fleuron industriel français, en grandes difficultés. Le groupe emploie quelque 700 personnes en France, dont 350 dans l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle, au sein de l'agglomération orléanaise.

(avec Agences)

CAN 2025

Un levier économique majeur entre investissements, retombées et héritage durable

Depuis hier, dimanche 21 décembre 2025, le Maroc accueille la Coupe d'Afrique des nations, un événement sportif majeur qui place le Royaume sous les projecteurs du continent et au-delà. Le lancement de la CAN 2025 ne se limite pas à l'enjeu des résultats sur le terrain. Il ouvre surtout une séquence économique d'envergure, marquée par des investissements lourds, des flux touristiques exceptionnels et des retombées attendues dans de nombreux secteurs. Pour le Maroc, cette compétition constitue un test grandeur nature de sa capacité à transformer un événement sportif en levier de croissance durable et de rayonnement international.

L'organisation de la CAN 2025 a accéléré un vaste programme d'investissements publics et parapublics, principalement dans les infrastructures sportives, de transport et d'accueil. Plusieurs stades ont été construits ou profondément rénovés dans les villes hôtes, notamment Rabat, Casablanca, Marrakech, Tanger, Fès et Agadir, selon des standards internationaux. Ces efforts se sont étendus aux infrastructures de mobilité urbaine et interurbaine, illustrés notamment par l'inauguration récente de la nouvelle gare ferroviaire de Hay Riad à Rabat.

Au-delà des enceintes sportives, ces investissements concernent également les aéroports, l'augmentation des capacités d'accueil, les réseaux ferroviaires et routiers, ainsi que l'aménagement urbain, la signalétique,



la sécurité et les services publics. Ces dépenses, estimées à plusieurs dizaines de milliards de dirhams, s'inscrivent dans une logique d'héritage durable destinée à renforcer l'attractivité du Royaume bien après la fin du tournoi.

Les premiers indicateurs confirment déjà l'ampleur de la dynamique enclenchée. À la veille de la compétition, les aéroports marocains ont enregistré une affluence record, avec 868.287 passagers accueillis entre le 8 et le 18 décembre 2025, soit une hausse de 10,7% par rapport à la même période de l'année précédente. La

seule journée du 18 décembre a marqué un record absolu en matière d'arrivées, traduisant l'attrait exceptionnel de la CAN 2025 et la capacité des plateformes aéroportuaires nationales à absorber des flux massifs dans des conditions opérationnelles maîtrisées.

Sur le plan des retombées directes, selon une étude menée par l'expert en tourisme, Zoubir Bouhoute, la CAN 2025 devrait attirer entre 500.000 et un million de visiteurs étrangers, auxquels s'ajouteront des millions de spectateurs nationaux. Cet afflux massif devrait générer une hausse significative des recettes touristiques, notamment dans

l'hôtellerie, la restauration, les transports, le commerce et les loisirs. Selon la même étude, les retombées économiques directes liées aux dépenses des visiteurs pourraient atteindre entre 4,5 et 12 milliards de dirhams, sur la base d'un séjour moyen compris entre huit et dix nuits et de dépenses quotidiennes oscillant entre 600 et 800 dirhams par personne. Les villes hôtes devraient ainsi connaître une activité économique exceptionnelle, avec des taux d'occupation hôtelière élevés et une forte dynamique commerciale.

Cette effervescence se reflète également dans le secteur de la mobilité urbaine. La reprise de l'activité de l'opérateur de VTC Uber au Maroc, à la faveur de la CAN 2025, s'inscrit dans cette dynamique globale visant à diversifier et moderniser l'offre de transport. La CAN 2025 bénéficie également d'un fort intérêt médiatique à l'échelle continentale et internationale. Les droits de diffusion

télévisée, les accords de sponsoring et les partenariats commerciaux constituent des sources majeures de revenus pour la Confédération africaine de football. Ils contribuent en parallèle à la valorisation de l'événement et de son pays hôte, renforçant le positionnement du Maroc comme hub sportif et événementiel en Afrique, tout en attirant l'attention de grandes marques et d'investisseurs internationaux.

Sur le volet financier, la CAF a relevé les dotations pour cette édition, avec une prime de dix millions de dollars pour l'équipe championne, ainsi que des montants significatifs pour les autres sélections participantes. Ces flux financiers bénéficient indirectement aux fédérations nationales, aux joueurs, aux encadrements techniques et, plus largement, à l'économie du football africain.

L'organisation de la CAN 2025 agit également comme un accélérateur économique multisectoriel. Le transport

aérien et terrestre devrait enregistrer une hausse notable du trafic, profitant aux compagnies aériennes, aux trains, aux taxis et aux services de mobilité. L'événement favorise aussi la création d'emplois temporaires et permanents dans la construction, la sécurité, l'événementiel, le tourisme et les services. Les petites et moyennes entreprises, les startups, les artisans et les prestataires locaux devraient tirer parti de cette dynamique exceptionnelle.

Au-delà des chiffres, l'exposition médiatique générée par la CAN 2025 constitue un puissant outil de marketing territorial. Elle contribue à renforcer l'image du Maroc comme destination touristique, plateforme d'affaires et pays capable d'organiser des événements internationaux de très grande envergure.

Avec le360

HOROSCOPE finance

Bélier Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Si vous êtes salarié, vous pourriez obtenir une prime quelconque. Mais sachez que vous, et vous seul, qui ferez votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Taureau Ce sera le moment de vous occuper très sérieusement de votre situation financière. D'excellents appuis planétaires vous permettront de faire fructifier habilement vos ressources, à condition, bien entendu, que vous vous y mettiez. Vous pourriez réaliser d'intéressants placements à long terme.

Gémeaux Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Cancer Vous aurez la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à des transactions profitables que vous offrira un environnement planétaire très faste. Vous saurez prendre des risques calculés et limiter au maximum les dangers éventuels ; cela vous réussira.

Lion Côté finances, cette position de Jupiter peut signifier que vous allez entrer dans une période un peu moins protégée que dernièrement. Cette journée ne sera pas marquée par de réels problèmes pécuniaires, ni même par une diminution de votre train de vie ; mais vous devez vous attendre à une relative stagnation de vos revenus, qui vont cesser d'augmenter pendant un certain temps. A vous de gérer votre budget en conséquence !

Vierge Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Balance Cet aspect de la Lune pourrait compromettre votre équilibre financier. Vous ne courrez pas à la catastrophe, mais il vaudra mieux rester prudent et économe cette fois.

Scorpion Ce ne sera pas le moment de se lancer dans des spéculations hasardeuses ; tenez-vous-en aux valeurs sûres. N'essayez pas d'imposer votre volonté à contre-courant, vous pourriez être balayé de manière irrémédiable.

Capricorne Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre savoir-faire et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus avantageuse que d'habitude. Les finances seront plus solides et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices. Toutefois, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Sagittaire Dans le domaine matériel, vous aurez intérêt à vous surveiller de très près. En effet, l'influence euphorisante de Jupiter pourrait bien avoir sur vous des effets pervers. Vous dépenserez à tort et à travers, et votre boulimie d'achats risque de prendre des proportions catastrophiques. Heureusement, Jupiter favorisera aussi les coups de chance et les opportunités très intéressantes.

Verseau Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget.

Poisson Votre charme sera à l'origine de la chance insolente que vous aurez ce jour. L'argent devrait rentrer facilement ; vous pourriez l'avoir presque en claquant des doigts. Quant à l'avancement dont vous rêvez, on vous le proposera spontanément. Vous pourrez parler haut et fort et affirmer ce que vous avez de plus authentique : on vous écoutera.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
cVivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

Afrique| De 2 à 4 ans pour la CAN

La deuxième mort de Issa HAYATOU

Décédé le 8 août 2024, Issa HAYATOU, l'homme qui a façonné le football africain moderne et fait de la CAN bisannuelle une véritable fête continentale, a été frappé une seconde fois.

À la veille du coup d'envoi de la CAN Total Énergies 2025 au Maroc, la Confédération africaine de football annonce que la compétition phare du continent ne se jouera désormais plus tous les deux ans, mais tous les quatre dès 2028. Une décision qui marque non seulement un alignement sur les intérêts de la FIFA et des clubs européens, mais qui efface une partie de l'héritage d'HAYATOU et bouleverse tout le football africain.

Infantino propose, Motsepe cède

L'idée d'une CAN tous les quatre ans n'est pas nouvelle. Dès 2021, Gianni Infantino, président de la FIFA, avait lancé devant les fédérations africaines : « *Je propose d'organiser la CAN tous les quatre ans, afin de la rendre plus viable commercialement et plus attrayante sur le plan mondial* ». Infantino n'avait pas manqué d'arguments financiers : « La CAN génère vingt fois moins de revenus que l'Euro. Est-ce bien, au niveau commercial, qu'elle ait lieu tous les deux ans ? Cela a-t-il développé les infrastructures ? Réfléchissez à la possibilité de l'organiser tous les quatre ans ». L'Italo-suisse faisait ainsi valoir que la compétition, en rythme bisannuel, ne répondait pas aux standards mondiaux, et qu'un passage au quadriennal renforcerait sa valeur commerciale. À l'époque, Patrice Motsepe, président de la CAF, avait rappelé son attachement au calendrier en vigueur, refusant de céder à l'urgence des arguments internationaux. Mais en 2025, à Rabat, le Sud-Africain a finalement annoncé que la CAN 2028 se jouerait tous les quatre ans. L'édition 2027, programmée au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, restera bisannuelle pour clore cette transition. Motsepe a accompagné ce changement de l'annonce d'une nouvelle compétition, la Ligue des Nations africaine, inspirée du modèle européen et prévue à partir de 2029. Cette création doit, selon lui, compenser l'espace-ment de la CAN, mais dans les faits, elle reste à l'étude et ne constitue donc pas une réelle compensation pour le football africain.

Le combat perpétuel d'Issa HAYATOU pour la CAN bisannuelle



Depuis sa création en 1957, la Coupe d'Afrique des Nations s'est imposée comme la vitrine et le cœur battant du football africain. Tous les deux ans, cette compétition ne célébrait pas seulement le talent des joueurs et la passion des supporters : elle consolidait l'économie du football africain, permettait aux pays hôtes de développer leurs infrastructures et renforçait la visibilité du continent sur la scène mondiale. Issa HAYATOU, qui a dirigé la CAF de 1988 à 2017, a incarné cette vision. Son combat pour maintenir la CAN bisannuelle n'était pas une simple question de calendrier, mais une stratégie politique, culturelle et économique. HAYATOU avait compris que la périodicité bisannuelle constituait le socle de l'autonomie africaine dans le football. La CAN tous les deux ans, c'était une fête continentale, une manifestation où le football devenait instrument de rassemblement pour les jeunes Africains et vitrine du continent pour le monde. Sous sa direction, la CAF a multiplié les droits de retransmission, les recettes et les partenariats commerciaux. Loin d'être un événement marginal, la CAN bisannuelle devenait ainsi une source de rentabilité et de prestige, démontrant que l'Afrique pouvait gérer ses propres compétitions sans se plier aux injonctions extérieures. HAYATOU avait également fait de la CAN un vecteur de développement pour les pays hôtes : stades modernisés, infrastructures sportives améliorées, hôtels et centres logistiques renforcés. Chaque édition devenait une opportunité pour les nations de se projeter sur la scène internationale. Mais au-delà de l'économie et des infrastructures, le combat de HAYATOU portait sur la souveraineté et l'identité du football africain. Quand Gianni Infantino et la FIFA ont commencé à proposer un rythme quadriennal, HAYATOU s'y est opposé, fermement. Il savait que céder reviendrait à effacer la spécificité africaine, à aligner

le continent sur un modèle européen, où les conditions logistiques et la densité des clubs professionnels rendaient le calendrier quadriennal viable. En Afrique, avec des joueurs dispersés dans le monde entier – en Europe, aux États-Unis ou dans des championnats moins connus – la CAN bisannuelle garantissait une régularité et une visibilité que rien d'autre ne pouvait offrir. Martin Camus Mimb résume la situation avec acuité : « *Passer à quatre ans, c'est répondre aux intérêts du football international, des clubs européens et de la FIFA, pas à ceux du football africain. La CAN tous les quatre ans, c'est la mort de la compétition, que l'on ne mesure jamais directement* ». La bataille de HAYATOU n'a jamais été facile. Chaque négociation avec la FIFA, chaque pression des clubs européens, chaque suggestion de réforme impliquait un bras de fer permanent. HAYATOU comprenait que l'enjeu dépassait le simple football : il s'agissait de préserver la voix de l'Afrique, de protéger ses joueurs et de maintenir l'événement le plus rassembleur du continent. Pour lui, la CAN bisannuelle n'était pas négociable : elle incarnait l'histoire, la mémoire et l'avenir du football africain. Aujourd'hui, ce rythme est brisé. La décision de Patrice Motsepe de céder aux arguments de la FIFA et des clubs européens marque, pour beaucoup, la deuxième mort symbolique de HAYATOU, qui avait déjà été marginalisé dans la prise de décision au moment de son départ de la CAF en 2017. Joseph Antoine Bell illustre ce sentiment d'abandon : « *C'est comme si on vous disait que pour ceux qui vont à la messe tous les dimanches, désormais la messe sera une fois par mois. Ce n'est pas une nouvelle réjouissante* », a-t-il déclaré au micro de Afrik-Inform à Rabat. Dans cette perspective, chaque décision prise par la CAF sous la pression extérieure apparaît non seulement comme une soumission, mais

aussi comme une trahison de l'héritage de HAYATOU. Le calendrier quadriennal impose une rareté artificielle, réduit la visibilité des joueurs et limite la dynamique économique et culturelle qui faisait la puissance du tournoi. La CAN perd ainsi sa dimension rassembleuse et festive, cette dimension qui avait permis au football africain de se distinguer sur le plan mondial.

La Ligue des Nations africaines : un substitut illusoire ?

Parallèlement à l'annonce du passage de la CAN tous les quatre ans, la CAF a également présenté un nouveau projet : la création d'une Ligue des Nations africaines, inspirée du modèle européen de l'UEFA. Prévue pour démarrer en 2029, cette compétition annuelle promet « plus de prize-money, plus de ressources, plus de compétitions », selon Patrice Motsepe. Dans son plan, la Ligue des Nations est pensée comme une compensation à la disparition du rythme bisannuel de la CAN, censée maintenir la compétitivité des équipes africaines et of-

frir une nouvelle vitrine pour les joueurs. Mais pour de nombreux observateurs africains, cette annonce ressemble davantage à un bluff qu'à une véritable alternative. Le journaliste Martin Camus Mimb souligne les limites pratiques et stratégiques de cette Ligue des Nations dans le contexte africain. Il rappelle que « *vos internationaux seront dans leurs clubs, ils ne viendront pas forcément, parce que les clubs s'opposent à leur départ* ». Selon lui, cette contrainte pourrait sérieusement « *réduire l'efficacité de la compétition* ». Il ajoute que la situation en Afrique est très différente de celle de l'Europe : « *La Ligue des Nations dans le contexte africain n'a pas la même efficacité qu'en Europe. Là-bas, les déplacements sont courts, la plupart des joueurs évoluent sur le même continent* ». Pour les équipes africaines, en revanche, la logistique est beaucoup plus complexe. Mimb note que « vos joueurs parcourent souvent douze, treize, quatorze heures de vol pour rejoindre les sélections », soulignant l'ampleur de la fatigue, des coûts et des complications organisationnelles que cela implique. Il

conclut que ces contraintes risquent de transformer la compétition en un véritable casse-tête : loin de constituer une solution viable, la Ligue des Nations pourrait s'avérer moins utile qu'on ne le prétend, et ne pas répondre aux objectifs qu'on lui attribue. Joseph Antoine Bell, quant à lui, insiste sur le caractère prématuré de cette initiative. Il explique que « la Ligue des Nations était à l'étude au moment où on annonçait le passage de la CAN à quatre ans ». Pour lui, cela démontre que la CAF ne propose pas une compensation effective, car la compétition n'est pas encore prête à fonctionner. Il ajoute : « Pour que ce soit une compensation, il aurait fallu que la compétition soit prête et opérationnelle. Ici, on retire quelque chose et on promet un projet encore en développement. Ce n'est pas une compensation ». Ainsi, derrière l'annonce de la Ligue des Nations se cache un projet dont l'efficacité et la pertinence restent incertaines, incapable de remplacer le rôle rassembleur et économique de la CAN bisannuelle, qui constitue toujours le cœur du football africain.

Avec afrik-inform

Real Madrid

Franco Mastantuono restera au club cet hiver

Le Real Madrid a tranché concernant l'avenir de Franco Mastantuono : aucun départ n'est envisagé lors du mercato hivernal.

Malgré l'intérêt de plusieurs clubs européens, le jeune Argentin de 18 ans restera à Valdebebas pour poursuivre sa progression. Selon Estadio Deportivo, toutes les rumeurs d'un prêt en janvier sont « hors de question ». Mastantuono poursuit sa rééducation après une blessure à l'aîne, et le club ainsi que Xabi Alonso lui accordent une confiance totale pour retrouver sa meilleure forme.



Malgré un début de saison perturbé par des problèmes physiques, le Real Madrid mise sur le potentiel du jeune

milieu offensif. Auteur d'un but et d'une passe décisive en 14 apparitions toutes compétitions confondues, Mastantuono est considéré comme un investissement sur le moyen et long terme. Le club entend lui offrir du temps de jeu et un environnement stable pour lui permettre de s'affirmer progressivement sous la direction de Xabi Alonso. Voilà qui est clair.

Avec footmercato

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

